



VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	RTD.C.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	434857
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q2 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/02/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

¹() To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Entity presentation:

The mission of the Directorate-General Research and Innovation is to design, coordinate, supervise, evaluate and ensure the efficient and effective delivery of Research and Innovation (R&I) Framework Programmes as well as support other EU policies through R&I. R&I shape the past, present and future in virtually all areas of our lives. R&I create new and improved products and services, leading to jobs and investment opportunities. R&I drive progress in health care, giving the prospect of longer, healthier lives. The results of R&I provides foundations for evidence-based policy-making to tackle the big challenges such as climate change, sustainable transport and energy, social integration. Within DG RTD, the Unit Clean Transport Transitions is in charge of R&I policy for all transport modes (i.e. road; rail; aviation; waterborne), with particular attention paid to vehicles technologies related to decarbonisation, circularity and digitalisation, including automation and connectivity. The Unit also contributes to other EU policies, for example to legislations related to CO₂ and pollutant emissions reduction, sustainable competitiveness of transport eco-systems, clean vehicle and alternative fuels and related infrastructures.

Job presentation:

We propose a dynamic and challenging position as a Policy Officer, contributing to the development of Research & Innovation policies, missions and partnerships in the area of transport (in particular automotive and aviation), and focused on establishing synergies between different industrial sectors and between different instruments at EU, national and regional levels.

The Policy Officer will help to develop the Commission transport policies in particular in the area of Research and Innovation in particular in the areas of automotive and aviation, in line with the European Competitiveness Compass, the Clean Industrial Deal, the Automotive Action Plan and the EC proposals for the next Framework Programme for R&I (FP10), the European Competitiveness Fund (ECF) and the new Connecting Europe Facilities (CEF), especially supporting the green and digital transition to a competitive and climate neutral Europe by 2050. The policy officer will also support the coordination and follow-up of the automotive/aviation-related Horizon Europe partnerships and missions in close cooperation with the other DGs. The work of the Policy Officer involves close and regular collaboration/co-creation across and within the units, Directorates, Directorate-General, and with other Directorates-Generals.

The Policy Officer's objectives are:

- To contribute to analysis, development and coordination of policies in EU Automotive/Aviation Research and Innovation areas, with emphasis on decarbonisation, digitalisation and competitiveness.
- To contribute to the preparation of the policy documents for potential new transport initiatives (Joint Undertaking) in the new Multi Financial Framework (MFF).



- To exploit synergies among different industrial sectors and relevant national/regional initiatives including EU wide initiatives like the current Horizon Europe partnerships such as SESAR, Batt4EU, CCAM, Made in EU and Chips.
- To contribute to the development and supervision of relevant work-programmes in Horizon Europe.

Jobholder profile:

We look for a highly motivated, dynamic and innovative colleague with a service-orientated approach. The post requires the ability to provide quick input, strategic intelligence and analysis, and to prepare targeted policy briefings for the hierarchy, as well as swift and sound responses to stakeholder concerns or political issues. Excellent oral and written communication skills in English, with all counterparts and partners, as well as the capacity to establish solid collaborative working relations are essential. The successful candidate will be well organised and capable of working independently, and also as part of a wider team.

Practical experience on one or more areas of transport, and in particular on Automotive would be an advantage. A background, or qualifications, in the field of automotive, automation, safety, security and transport policies and infrastructures or other related fields would be a very strong asset. Experience in EU policy processes and the Commission's internal procedures is essential.



Présentation de l'entité:

La direction générale de la recherche et de l'innovation a pour mission de concevoir, de coordonner, de superviser, d'évaluer et de garantir la mise en œuvre efficiente et efficace des programmes-cadres de recherche et d'innovation (R&I), ainsi que de soutenir d'autres politiques de l'UE par l'intermédiaire de la R&I, qui façonne le passé, le présent et l'avenir dans pratiquement tous les domaines de notre vie. La R &I crée des produits et des services nouveaux et améliorés, ce qui crée des emplois et des possibilités d'investissement. La R&I est porteuse de progrès dans le domaine des soins de santé, offrant la perspective d'une vie plus longue et plus saine. Les résultats de la R &I constituent les bases d'une élaboration des politiques fondée sur des données probantes pour relever les grands défis tels que le changement climatique, les transports et l'énergie durables et l'intégration sociale.

Au sein de la DG RTD, l'unité «Transition vers les modes de transport propres» est chargée de la politique de R&I pour tous les modes de transport (à savoir la route; le chemin de fer; le transport aérien; et le transport par voie d'eau), en accordant une attention particulière aux technologies des véhicules liées à la décarbonation, à la circularité et à la numérisation, y compris l'automatisation et la connectivité. L'unité contribue également à d'autres politiques de l'UE, par exemple aux législations relatives à la réduction des émissions de CO₂ et de polluants, à la compétitivité durable des écosystèmes de transport, aux véhicules propres et aux carburants de substitution et aux infrastructures connexes.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste dynamique et ambitieux de chargé de mission, contribuant à l'élaboration de politiques, de missions et de partenariats en matière de recherche et d'innovation dans le domaine des transports (en particulier l'automobile et l'aviation) et axé sur l'établissement de synergies entre les différents secteurs industriels et entre les différents instruments aux niveaux européen, national et régional.

Le chargé de mission contribuera à l'élaboration des politiques de la Commission en matière de transports, en particulier dans le domaine de la recherche et de l'innovation, en particulier dans les domaines de l'automobile et de l'aviation, conformément à la boussole pour la compétitivité européenne, au pacte pour une industrie propre, au plan d'action pour l'automobile et aux propositions de la Commission européenne pour le prochain programme-cadre de R&I (10e PC), au Fonds européen pour la compétitivité (FEC) et aux nouvelles facilités pour l'interconnexion en Europe, en particulier en soutenant la transition écologique et numérique vers une Europe compétitive et neutre pour le climat d'ici à 2050. Le chargé de mission soutiendra également la coordination et le suivi des partenariats et missions d'Horizon Europe liés à l'automobile et à l'aviation, en étroite coopération avec les autres DG. Les travaux du chargé de mission impliquent une collaboration/cocréation étroite et régulière entre les unités, les directions, la direction générale et d'autres directions générales et au sein de celles-ci.

Les objectifs du chargé de mission sont les suivants:



- Contribution à l'analyse, à l'élaboration et à la coordination des politiques européennes dans les domaines de la recherche et de l'innovation, dans le domaine de l'automobile et de l'aviation, en mettant l'accent sur la décarbonation, la numérisation et la compétitivité.
- Contribution à l'élaboration des documents d'orientation pour de nouvelles initiatives potentielles dans le domaine des transports (entreprise commune) dans le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP).
- Exploitation des synergies entre les différents secteurs industriels et les initiatives nationales/régionales pertinentes, y compris les initiatives à l'échelle de l'UE telles que les partenariats actuels d'Horizon Europe tels que SESAR, Batt4EU, CCAM, Made in EU et Semi-conducteurs.
- Contribution à l'élaboration et à la supervision des programmes de travail pertinents dans le cadre d'Horizon Europe.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un collègue hautement motivé, dynamique et innovant, doté d'une approche axée sur le service. Ce poste requiert la capacité de fournir rapidement des contributions, des renseignements et des analyses stratégiques et de préparer des notes d'information ciblées à l'intention de la hiérarchie, ainsi que des réponses rapides et solides aux requêtes des parties prenantes ou aux questions politiques. D'excellentes capacités de communication orale et écrite en anglais, avec tous les homologues et partenaires, ainsi que la capacité à établir de solides relations de travail collaboratives sont essentielles. Le/la candidat (e) retenu (e) sera bien organisé et capable de travailler de manière autonome, ainsi que dans le cadre d'une équipe plus large.

Une expérience pratique sur un ou plusieurs aspects des transports, et en particulier sur l'automobile, serait un atout. Une expérience, ou des qualifications, dans le domaine de l'automobile, de l'automatisation, de la sûreté, de la sécurité et des infrastructures, ou dans d'autres domaines connexes, constituerait un atout très important. Une expérience des processus politiques de l'UE et des procédures internes de la Commission est essentielle.



Entitätsvorstellung:

Aufgabe der Generaldirektion Forschung und Innovation (DG RTD) ist es, die Rahmenprogramme für Forschung und Innovation (R&I) zu konzipieren, zu koordinieren, zu überwachen, zu bewerten und für eine effiziente und wirksame Durchführung zu sorgen sowie andere EU-Politikbereiche durch R&I zu unterstützen. R&I prägt die Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft in praktisch allen Bereichen unseres Lebens. R&I schaffen neue und verbesserte Produkte und Dienstleistungen, die zu Arbeitsplätzen und Investitionsmöglichkeiten führen. Forschung und Innovation führen zu Fortschritten in der Gesundheitsversorgung und eröffnen die Aussicht auf ein längeres und gesünderes Leben. Die Ergebnisse von R&I bilden die Grundlage für eine faktengestützte Politikgestaltung zur Bewältigung der großen Herausforderungen wie Klimawandel, nachhaltiger Verkehr und Energie sowie soziale Integration.

Innerhalb der DG RTD ist das Referat Übergang zu sauberem Verkehr für die R&I-Politik für alle Verkehrsträger (d. h. Straße, Schiene Luftfahrt; Schiffsverkehr), mit besonderem Augenmerk auf Fahrzeugtechnologien im Zusammenhang mit Dekarbonisierung, Kreislaufwirtschaft und Digitalisierung, einschließlich Automatisierung und Konnektivität. Das Referat trägt auch zu anderen Politikbereichen der EU bei, z. B. zu Rechtsvorschriften in Bezug auf die Verringerung der CO₂- und Schadstoffemissionen, die nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit von Verkehrsökosystemen, saubere Fahrzeuge und alternative Kraftstoffe und die damit verbundenen Infrastrukturen.

Stellenbeschreibung:

Wir schlagen eine dynamische und anspruchsvolle Position als Referentin vor, die zur Entwicklung von Forschungs- und Innovationsstrategien, -missionen und -partnerschaften im Bereich Verkehr (insbesondere Automobilindustrie und Luftfahrt) beiträgt und sich auf die Schaffung von Synergien zwischen verschiedenen Industriezweigen und zwischen verschiedenen Instrumenten auf EU-, nationaler und regionaler Ebene konzentriert.

Der Referent wird zur Entwicklung der Verkehrspolitik der Kommission beitragen, im Bereich Forschung und Innovation, insbesondere in den Bereichen Automobil- und Luftfahrt, im Einklang mit dem Europäischen Kompass für Wettbewerbsfähigkeit, dem Deal für eine saubere Industrie, dem Aktionsplan für die Automobilindustrie und den Vorschlägen der Kommission für das nächste Rahmenprogramm für Forschung und Innovation (FP10), den Europäischen Fonds für Wettbewerbsfähigkeit (ECF) und die neuen Konnektivitätseinrichtungen für Europa (CEF), insbesondere zur Unterstützung des grünen und digitalen Wandels zu einem wettbewerbsfähigen und klimaneutralen Europa bis 2050. Der Referent wird auch die Koordinierung und das Follow-up der Partnerschaften und Missionen im Zusammenhang mit dem Programm „Horizont Europa“ in enger Zusammenarbeit mit den anderen Generaldirektionen unterstützen. Die Arbeit des Referenten umfasst eine enge und regelmäßige Zusammenarbeit zwischen und innerhalb der Referate, Generaldirektionen und mit anderen Generaldirektionen.



Die Ziele des Referenten sind:

- Beitrag zur Analyse, Entwicklung und Koordinierung der politischen Maßnahmen in den Bereichen Automobil- und Luftfahrtforschung und -innovation in der EU mit Schwerpunkt auf Dekarbonisierung, Digitalisierung und Wettbewerbsfähigkeit.
- Beitrag zur Ausarbeitung der Strategiepapiere für potenzielle neue Verkehrsinitiativen (Gemeinsames Unternehmen) im neuen mehrjährigen Finanzrahmen (MFF).
- Nutzung von Synergien zwischen verschiedenen Industriezweigen und einschlägigen nationalen/regionalen Initiativen, einschließlich EU-weiter Initiativen wie den derzeitigen Horizont-Europa-Partnerschaften wie SESAR, Batt4EU, CCAM, Made in the EU und Chips.
- Beitrag zur Entwicklung und Überwachung einschlägiger Arbeitsprogramme im Rahmen von „Horizon Europa“.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen hochmotivierten, dynamischen und innovativen Kollegen mit einem dienstleistungsorientierten Ansatz. Die Stelle erfordert die Fähigkeit, rasch Beiträge, strategische Erkenntnisse und Analysen zu liefern und gezielte politische Briefings für die Hierarchie sowie rasche und solide Antworten auf Anliegen der Interessenträger oder politische Fragen vorzubereiten. Ausgezeichnete mündliche und schriftliche Kommunikationsfähigkeiten in englischer Sprache mit allen Partnern und Partnern sowie die Fähigkeit, solide kooperative Arbeitsbeziehungen aufzubauen, sind von entscheidender Bedeutung. Der erfolgreiche Bewerber/die erfolgreiche Bewerberin wird gut organisiert und in der Lage sein, unabhängig und auch in einem größeren Team zu arbeiten.

Praktische Erfahrungen mit einem oder mehreren Aspekten des Verkehrs, insbesondere in der Automobilindustrie, wären von Vorteil. Ein Hintergrund oder Qualifikationen im Bereich der Automobil-, Automatisierungs-, Sicherheits-, Gefahrenabwehr- und Verkehrspolitik oder anderer damit zusammenhängender Bereiche wären von großem Vorteil. Erfahrungen mit den politischen Prozessen der EU und den internen Verfahren der Kommission sind von entscheidender Bedeutung.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** (Create your Europass CV | Europass). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

² (Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

³ (Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren



Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigegefügte Datenschutzerklärung.

⁴ (Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“